

Deux remarques préalables sur ce petit livre (141 pages) paru en octobre 2011 chez le nouvel éditeur québécois M éditeur (collection Mobilisations): <http://www.editionsm.info/>.

En France, sur la dernière page d'un livre, on trouve presque invariablement la mention « *imprimé par* » suivie du nom de l'imprimerie. Ici il est mentionné « (...) *soit par les travailleuses et travailleurs de l'imprimerie...* », c'est-à-dire la pleine reconnaissance du travail humain, vivant et non son escamotage. D'autre part, la couverture reproduit un tableau de George Grosz de 1931, illustration d'un sinistre rappel, celui de la crise de 1929 et de ses conséquences...

À propos de l'ouvrage de Louis Gill

« La crise financière et monétaire mondiale. Endettement, spéculation, austérité »

LE FIL CONDUCTEUR

Encore un nouveau livre sur la crise financière mondiale, en quoi ce livre se distingue-t-il des nombreuses publications en France ou ailleurs sur ce sujet ? Outre son petit format de poche, ce livre a l'avantage de mettre à jour les statistiques les plus récentes publiées par le FMI, la BRI, *The Economist* et plusieurs autres sources concernant la grande crise financière de 2007-2008 et de ses développe-

ments récents. On pourrait penser que l'ouvrage s'adresse d'abord à un public d'érudits des questions économiques et financières. Il n'en est rien. L'auteur, excellent pédagogue, a pris le soin de rédiger en appendice un glossaire de tous les termes employés dans le jargon de la finance. C'est là une mine de définitions utiles pour le grand public et les spécialistes en économie. À souligner en passant le souci particulier de l'auteur d'offrir une traduction française de tous ces

termes anglais qu'on retrouve dans le jargon de la finance. C'est dire la grande exigence de rigueur et les qualités pédagogiques de Louis Gill que les lecteurs de *Carré rouge* ont déjà pu amplement apprécier à la lecture de la dizaine d'articles d'économie politique qu'il y a publiés [1].

L'originalité de l'ouvrage réside d'abord dans l'approche théorique marxiste de la compréhension de la monnaie et de la finance, tant sur le plan national qu'au niveau mondial. Les auteurs qui proposent une analyse marxiste accessible des rouages de la crise mondiale actuelle du capitalisme dans toute la complexité de ses dimensions, financières et monétaires, ne sont pas légion [2]. À cet égard, les trois parties abordées parlent d'elles-mêmes : « Du sauvetage des banques par les États au pillage des États et des peuples par les banques », « Monnaie, crédit, liquidité, solvabilité » et « Une dimension clé de la crise : l'impasse monétaire internationale. » Voilà le fil rouge suivi par le livre.

Comme l'écrit Louis Gill dès les premières lignes de sa motivante introduction, « *Avant 2007, peu de gens avaient entendu parler de ce "papier commercial adossé à des actifs" qui a fait perdre 40 milliards de dollars à la Caisse de dépôt et placement du Québec sur un actif de 155 milliards en 2008, ni des hypothèques à risque élevé, désignées de subprime dans le jargon financier étatsunien, ni de la multitude de produits financiers exotiques et toxiques nés d'une "innovation financière" délétère toute récente* ».

J'y ajouterai, pour ma part, l'ignorance du rôle crucial dans cette crise de dette et de la monnaie, de tous les mécanismes de création monétaire et des rapports entre monnaie et crédit (partant, des dispositifs de la « monnaie de crédit », du « système banca-

re de l'ombre » ou du « levier bancaire »), sans parler de ce succulent euphémisme qu'est l'« assouplissement monétaire quantitatif », c'est-à-dire l'impression pure et simple (ou création *ex nihilo*) de monnaie pour l'achat de nouvelles obligations gouvernementales. Le rôle d'une monnaie et l'enjeu de la maîtrise de la création monétaire et du crédit sont, en effet, sciemment niés ou tout simplement occultés à l'unanimité par nos gouvernants, par les appareils politiques et par la kyrielle de chiens de garde stipendiés par l'oligarchie financière, ces experts en économie qui sévissent quotidiennement dans nos médias. D'où l'incompréhension, voire le rejet, de la dimension monétaire clé de cette crise au sein des mouvements sociaux et politiques, et, *a contrario*, l'importance théorique d'une contre-propagande marxiste rigoureuse sur ce terrain, à l'image des travaux de Louis Gill [3].

DE LA DETTE PUBLIQUE AU CAPITAL FICTIF

Quand on parle de la dette publique, rien de mieux que de revenir à sa genèse avec Marx : « *Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au Moyen-Âge, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. [...] La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le credo du capital.*

Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable.

« *Par un coup de baguette, elle [La dette publique] doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créiteurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation — de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel — la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bureaucratie moderne.* » [4]

Le sujet du chapitre 1 est consacré au sauvetage des banques par les États, et comment celles-ci sont devenues les créancières des États qui les ont sauvées. Tout cela est bien décrit avec beaucoup de minutie. Gill analyse minutieusement les politiques fiscales, la place de l'immobilier et la transformation du logement en actifs financiers, les institutions financières, les multiplications du crédit par le système bancaire, les effets bien concrets des nouveaux produits de spéculation, l'expansion des risques et les effets de contagion, le rôle des faibles taux appliqués aux demandes de refinancement, la mas-

se gigantesque de capital volatil, la transformation de la dette privée en dette publique, l'illégitimité des dettes publiques, les politiques d'austérité, etc.

Gill aborde aussi quelques points plus rarement traités, dont la nécessaire transformation des valeurs en monnaie. « *L'argent, qui semble s'effacer derrière le crédit quand tout va bien, redevient la seule valeur recherchée en situation de crise : tout le monde veut vendre et se départir de titres menacés de défaillance et personne ne veut en acheter ; les émetteurs, qui doivent racheter en masse leurs titres, n'ont pas d'argent pour ce faire et s'accrochent à celui qu'ils détiennent* » [5]. L'auteur insiste à juste titre sur la nature de la monnaie « *en tant que médiation nécessaire par laquelle s'opère la validation sociale des travaux privés dans la société marchande* » [6]. Et il étend sa réflexion sur l'absence de monnaie internationale/universelle alors que l'extension géographique de la marchandise, de la production, des transactions est aujourd'hui mondiale. À l'échelle internationale, la validation sociale des travaux privés s'exprime dans le règlement ultime des soldes en monnaie universelle [7].

Loin des fables intéressées sur le risque des actionnaires, l'auto-engendrement des richesses ou le déclin et l'invisibilité du travail humain, le chapitre nous rappelle utilement que « *Ce processus d'autonomisation de la finance affranchie de l'économie réelle est celui du "capital fictif" comme le désigne Marx dans Le Capital* », et dès les *Grundrisse* [8]. Ce capital fictif est représenté par des titres, qui circulent comme des marchandises en bonne et due forme sur un marché spécifique, le marché de la finance. Leurs prix sont fixés sur ce marché selon des lois qui leur sont

propres. Leur mouvement autonome « *renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent* » [9] [9]. Ainsi, « *Les transactions financières, portant sur des titres, finissent par rendre invisible le processus qui est à l'origine des dividendes et des intérêts qui en sont les revenus. Dans la sphère financière, l'argent semble faire de l'argent sans rapport avec le processus réel de production de valeurs* » [10].

MONNAIE, CRÉDIT, LIQUIDITÉ, SOLVABILITÉ

Sous ce titre, le chapitre 2 aborde la création monétaire, les coefficients de liquidité et de solvabilité. La première section de ce chapitre, qui porte sur l'articulation de la monnaie bancaire et de la monnaie centrale, mérite une lecture attentive ; le reste du chapitre est de nature plus « technique » et peut sans doute être ignoré par un lecteur pressé... ou allergique aux formules. À la lumière des développements de ce chapitre, on mesure toute l'actualité des propos de Marx sur la monnaie : « *Tant que les paiements se compensent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue.* » [11]

« *En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable mode d'existence*

de la valeur. D'où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les transformer en argent. » [12]

Dans la première section du chapitre 2, Gill fait la distinction entre monnaie de crédit et monnaie centrale. Il affirme avec raison que la distinction n'est pas d'ordre quantitatif ou technique mais d'ordre qualitatif. Ce qui n'apparaît pas ici, c'est que le circuit du crédit et le circuit monétaire ne sont pas nécessairement en équilibre, et cette distinction est la source d'une augmentation ou d'une diminution de la monnaie comme réserve de valeur. Gill s'intéresse seulement au cas de déséquilibre, qui conduit à une inflation et éventuellement à une dévaluation de la monnaie. Mais il peut y avoir un déséquilibre positif lorsque le montant de la vente des marchandises est plus élevé que la créance qui l'a permise ; il s'agit là du problème des surplus et des déficits à l'intérieur d'un pays et au plan international. Ce point n'est pas traité par Gill, sans doute parce qu'il n'insiste ici que sur la monnaie dans ses fonctions de moyen de circulation et de moyen de paiement, et semble ainsi laisser de côté sa fonction de réserve de valeur, laquelle peut tantôt augmenter tantôt diminuer. C'est bien parce que la monnaie est réserve de valeur que les réserves mondiales de valeur refluent vers le dollar américain et quelques autres devises fortes lorsqu'il y a crise sur le marché des devises.

Une autre critique secondaire peut être adressée à Gill : son silence au sujet de la définition faite par certains marxistes de l'expression monétaire d'une heure de travail (en anglais MELT ou Monetary Expression of Labour Time). Est-ce redondant ou en contradiction par rapport

à sa définition de la monnaie ?

**MONNAIE, CRÉDIT
ET SYSTEME BANCAIRE
INTERNATIONAL**

On sait que l'orthodoxie économique ne fournit aucune explication sur la nature de la monnaie, qui est postulée comme neutre, exogène à l'économie réelle. Les approches marxiste et postkeynésienne sont les seules à avoir une conception de la monnaie qui en fait une entité non neutre, en prise avec l'économie réelle. Dans ce livre de 140 pages, Gill ne s'intéresse pas à l'examen critique des approches keynésiennes et postkeynésiennes. Il fonde sa réflexion en se concentrant essentiellement sur l'approche marxiste de la monnaie, laquelle est définie par Marx « [...] comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue » [13]. Il faut se rappeler qu'à l'époque de Marx, l'or, monnaie universelle, était la monnaie-marchandise. Qu'en est-il aujourd'hui de la monnaie de crédit et de la non-convertibilité des monnaies ? Gill répond que la monnaie de la banque centrale [14] est aujourd'hui l'incarnation du travail social et seul moyen de paiement. Mais quel est le lien avec l'économie mondiale ? Comme Gill le propose, il faut se reporter au chapitre 3 du livre, qui traite de l'impasse monétaire internationale, pour y trouver la réponse. « *Les fondements théoriques [...] se trouvent dans la nécessaire articulation, au niveau mondial, entre les monnaies nationales et une monnaie internationale ou universelle, tout comme ils se trouvent, au niveau de chaque pays, dans l'articulation entre monnaies bancaires privées et monnaie centrale* » [15].

Le taux de change par rapport à la monnaie internationale est donc la référence ultime pour exprimer la validation sociale des travaux privés. Dans le régime d'étalon de change-or de Bretton Woods, la monnaie internationale était le dollar américain défini par rapport à une certaine quantité d'or. Le lien entre la monnaie et l'économie réelle passait par la marchandise or. Maintenant que ce lien est officiellement aboli, peut-on considérer que la monnaie internationale est le dollar américain ? Gill proteste énergiquement contre ce raccourci : « *En tant que monnaie nationale, la monnaie des États-Unis ne peut simultanément jouer le rôle d'une véritable monnaie internationale... Tout comme les soldes des opérations entre banques doivent s'effectuer en monnaie centrale à l'intérieur d'un pays, de la même manière les soldes des échanges entre pays doivent s'effectuer en une monnaie "centrale" qui ne soit aucune des monnaies nationales, c'est-à-dire en monnaie universelle. La validation sociale, à l'échelle internationale, des travaux privés s'exprime dans la conversion des marchandises en monnaie, dans le règlement ultime des soldes en cette monnaie universelle.* » [16]

Ce point de vue rejoint celui présenté par Jean-Guy Loranger lors d'une conférence à l'UQÀM (Université du Québec à Montréal) en août dernier [17]. Il fait l'hypothèse que l'or est devenu un étalon variable de valeur. Le raisonnement est le suivant. L'abandon d'un lien fixe du dollar avec l'or a entraîné le passage d'un régime de taux de change fixes à un régime de taux de change variables. Il est donc logique que le lien entre dollar et or soit maintenant *de facto* dans un rapport variable. L'or n'a jamais vraiment disparu du système monétaire international. Comme le souligne jus-

tement Gill, la démonétisation de l'or constitue un mythe soutenu par les États-Unis et entretenu par le FMI avec les Accords de Jamaïque en 1976. Il donne un bon exemple de l'échec de la démonétisation de l'or lorsque le Trésor américain a commencé à vendre de l'or en 1975. « *Loin de chuter, le prix de l'or a connu une hausse systématique de 1976 à 1979, puis une flambée spectaculaire en 1980 qui devait le porter à 850 dollars l'once, soit 1900 dollars l'once en dollars de 2010... En somme, l'or n'a nullement été écarté de la scène. En tant qu'incarnation de la valeur, il demeure non seulement la valeur sûre ou valeur refuge vers laquelle les yeux se tournent en période d'incertitude, mais continue à être utilisé par les banques centrales et les organismes internationaux comme instrument international de réserve.* » [18]

La thèse de la démonétisation de l'or a reçu de puissants appuis de la part de toute une brochette de grands noms d'économistes pour la plupart américains qui ont formé l'école de Stanford (C. Kindelberger, W. Salant, M. Friedman, H. Johnson, W. Fellner). Leur argument est que, après 1971, le monde est entré dans un nouveau régime d'étalon-dollar où la causalité est inversée : le prix de l'or est maintenant déterminé par la valeur du dollar. La dénonciation faite par Gill de cette école de pensée représente par conséquent un enjeu théorique important, il suffit d'ailleurs de prétendre le contraire pour être cloué au pilori par certains journalistes et économistes qui refusent toute discussion sur le sujet.

POUR CONCLURE

Pour conclure, l'approche globale de Louis Gill, sa rédaction minutieuse et son analyse rigoureuse et implacable

font qu'il ne faut pas passer à côté de ce petit ouvrage. La lecture approfondie suppose indéniablement un effort de réflexion théorique auquel la grande majorité des livres traitant de la crise mondiale ne nous ont guère habitués. Il vaut le coup. Un seul regret, que la conclusion soit très courte (7 pages) et un peu décevante par rapport aux trois chapitres qui la précèdent. Contre la crise économique et monétaire mondiale, dont celle des dettes publiques, Louis Gill propose une double riposte. D'une part, une « mise sous propriété publique des grandes banques et des établissements de crédit », qui n'est autre qu'une étatisation d'une partie du système financier existant [19] et, d'autre part, citant F. Lordon, « le pouvoir [des États] de déclarer souverainement le défaut sur leur dette publique... », « [...] en vue de la construction d'une "autre Europe", celle des travailleurs et des travailleuses. » [20] On peut mettre beaucoup de choses différentes sous cette formule, ainsi que le début de débat sur la « démondialisation » l'a déjà montré. Il faudra donc revenir en détail sur l'ensemble de ces points politiques décisifs.

Notes

1- Ses principaux ouvrages sont « L'économie capitaliste : une analyse marxiste » (deux tomes, 1976 et 1979), « Économie mondiale et impérialisme » (1983), « Les limites du partenariat » (1989), « Fondements et limites du capitalisme » (1996), « Le néolibéralisme » (1999 et 2004), « Trente ans d'écrits syndicaux. Contributions à l'histoire du SPUQ » (2002), « Rem-

bouser la dette publique : la pire des hypothèses » (2006), « La réalité contemporaine à la lumière de l'analyse marxiste » (2008). Depuis dix ans Louis Gill a également publié une centaine d'articles et dossiers traitant de très nombreuses questions. (Voir *Les classiques des sciences sociales*, <http://classiques.uqac.ca/>)

2- Parmi eux, en français, Michel Aglietta, Alain Bihr, Suzanne de Brunhoff, François Chesnais, Paul Jorion, Frédéric Lordon, Jean-Marie Harribey, André Orléan, Dominique Plihon, Bruno Théret, etc. En France, mis à part Attac et une poignée d'économistes radicaux (marxistes ou non), l'analyse du poids des mécanismes monétaires et fiscaux dans la crise n'est guère à la mode.

3 - Outre L. Gill, « Fondements et limites du capitalisme », Montréal, Les Éditions du Boreal, 1996. (chap. 3 entre autres), voir Suzanne de Brunhoff, « La politique monétaire : un essai d'interprétation marxiste », PuF, 1973, « L'instabilité monétaire internationale », in *La finance mondialisée*, Dir. F. Chesnais, La Découverte 2004 et « Finance, capital, États », in *La finance capitaliste*, Séminaire d'études marxistes (Actuel Marx), Puf, 2006 ; « Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme », Partie II & III, Dir. F. Lordon, Les Presses de SciencesPo., 2008 ; J. Guigou et J. Wajnsztein, « Crise financière et capital fictif », L'Harmattan, 2008 ; F. Chesnais, « Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques », *Raison d'agir*, 2011.

4- K. Marx, *Le Capital*, Livre I, tome 3, chapitre XXXI, p. 196, Éd. sociales, 1969.

5- L. Gill, « La crise financière et monétaire mondiale », p. 69.

6- L. Gill, op. cit., p. 20 et p. 69.

7- L. Gill, op. cit., p. 73.

8- K. Marx, *Grundrisse*, Manuscrits de 1857-1858, tome II, p. 151, Éd. sociales, 1980.

9- K. Marx, *Le Capital*, Livre III, tome 2, chapitre XXXI, p. 129, Éd. sociales, 1970.

10- L. Gill, op. cit., p. 98.

11- K. Marx, *Le Capital*, Livre I, tome I, chapitre III, p. 143, Éd. Sociales, 1972.

12- K. Marx, *Le Capital*, Livre III, tome II, chapitre XXXII, p. 177, Éd. Sociales, 1967.

13- K. Marx, *Le Capital*, Livre I, tome I, p. 143, Éd. sociales, 1970, cité par L. Gill, op. cit., p. 40.

14- La monnaie de la banque centrale constitue la base monétaire formée de pièces et billets en circulation, des dépôts des banques et du gouvernement fédéral à la banque centrale.

15- L. Gill, op. cit., p. 102.

16- L. Gill, op. cit., p. 107.

17- J.G. Loranger, « Les mutations du capitalisme », Université populaire des Nouveaux cahiers du socialisme, UQAM, 25-27 août 2011. J.G. Loranger a rédigé une brève recension de l'ouvrage de Louis Gill, parue en septembre dernier dans la jeune revue québécoise des « Nouveaux cahiers du socialisme » : <http://www.cahiersdusocialisme.org/>. (Les présentes notes empruntent largement à cette recension pour la critique technique d'une partie de la première section du chapitre 2 de Gill, à savoir le déséquilibre possible entre circuit du crédit et circuit monétaire, p..)

18- L. Gill, op. cit., p. 110.

19- L. Gill, op. cit., p. 122. Ces citations de *l'Anti-Dühring* (F. Engels, p. 314, Éd. Sociales, 1971), d'ailleurs très incomplètes, abordent frontalement en quelques lignes la question de l'État, de l'appropriation des moyens de production par les producteurs, de la prise du pouvoir politique, etc. Les problèmes en jeu sont trop divers et trop complexes pour ne pas nécessiter prudence et discussions.

20- L. Gill, op. cit., p. 122-123.

**L'HYPERTROPHIE DE LA FINANCE,
EXTRAIT DU LIVRE DE LOUIS GILL, LA
CRISE FINANCIÈRE ET MONÉTAIRE
MONDIALE. ENDETTEMENT,
SPÉCULATION, AUSTÉRITÉ, M ÉDITEUR
(COLLECTION MOBILISATIONS),
QUÉBEC, 2011.**

La formidable croissance du secteur financier est sommairement illustrée par les chiffres suivants :

- En 1970, Goldman Sachs avait 1 300 employés, Morgan Stanley 3 500. En 2008, on en comptait 30 000 chez Goldman Sachs et 55 000 chez Morgan Stanley.
- La part du secteur des services financiers dans les profits totaux des entreprises aux États-Unis est passée de 10 % au début des années 1980 à 40 % en 2007. Sa part dans la capitalisation boursière est passée de 6 % à 23 %. Des parts disproportionnées si on les compare aux niveaux maximum de 14 % du PIB et de 5 % des emplois du secteur privé qu'a représenté ce secteur au cours de cette période.
- Toujours aux États-Unis, en pourcentage du PIB, la dette du secteur privé a doublé entre 2000 et 2007. Alors qu'elle doublait chez les ménages et demeurait stable dans le secteur non financier, elle a été multipliée par 15 dans le secteur financier. Pour l'ensemble des pays, entre 1987 et 2008, le rapport de la dette

au PIB des gouvernements et des sociétés non financières a été multipliée par 1,4, celui des ménages par 1,7, alors que celui des sociétés financières était multiplié par 3,1.

- En 2007, la capitalisation boursière mondiale représentait 1,2 fois le Produit mondial brut de 55 000 milliards de dollars ; le montant total de la capitalisation boursière, des titres de dette privée et publique et des actifs bancaires représentait 4,4 fois le Produit mondial brut. En 2009, malgré l'effondrement de 2008, ces rapports demeuraient élevés, à 0,8 et 4,2 respectivement.
- D'un montant presque nul en 2001, les titres de garantie contre la défaillance d'actifs ou TGD (credit default swaps ou CDS) ont atteint le montant de 58 000 milliards de dollars en 2007, soit quelque dix fois le montant des actifs garantis.
- Le montant « notionnel » des transactions mondiales « de gré à gré » de produits dérivés (échappant aux marchés organisés et à tout contrôle) a atteint 684 000 milliards de dollars des États-Unis en juin 2008, soit 11 fois le Produit mondial brut de 61 000 milliards de dollars en 2008. En guise de comparaison, les montants des transactions de produits dérivés « sur les marchés organisés » étaient de 82 000 milliards, soit 12 % du montant des transactions de gré à gré. Malgré une réduction à 583 000 milliards en juin 2010, le montant « notionnel » des transactions « de gré à gré » représentait toujours 10 fois le PMB. □